



## DECLARATION LIMINAIRE

### COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION LOCAL du 17 janvier 2023 (2<sup>ème</sup> convocation)



Monsieur le Président,

Le premier Comité Social d'Administration Local de la nouvelle mandature a été boycotté le 9 janvier par **toutes** les organisations syndicales de la DDFiP 85 lors de la 1<sup>ère</sup> convocation.

Pour cette 2<sup>ème</sup> convocation, il nous semble donc incontournable, à nous militants **FO** et **CGT**, de vous rappeler notre totale hostilité aux nouvelles suppressions d'emplois.

Ces dernières semaines, la Loi de Finances pour l'année 2023 a confirmé nos craintes avec 850 suppressions d'emplois pour notre administration. Nul besoin de vous rappeler que ce sont 3000 suppressions qui sont envisagées sur l'ensemble du quinquennat. A force de suppressions d'emplois aveugles et de restructurations incessantes année après année, notre administration devient ingérable sur le terrain : elle tente en vain de s'adapter à la baisse de moyens en abandonnant progressivement des missions et en supprimant la proximité avec les usagers.

**FO** et la **CGT** exigent encore et toujours l'arrêt immédiat de ces restructurations, que **vous** avez engagées, dont les effets délétères désorganisent les services et sont sources de stress pour tous les personnels.

Les préoccupations de vos agents sont pourtant claires : l'emploi, le statut, le pouvoir d'achat, l'exercice plein et entier de toutes les missions, la reconnaissance concrète de leur engagement par la revalorisation des régimes indemnitaires et un plan de qualification ambitieux, l'amélioration effective des conditions de travail.

Quant à la question des retraites, autre préoccupation bien légitime des personnels, le gouvernement persiste dans son projet de réforme, avec un nouveau recul de l'âge de départ, l'allongement de la durée de cotisations et la remise en cause des régimes existants. **FO** et la **CGT** réaffirment que les retraites ne doivent en aucun cas être une variable d'ajustement des finances publiques.

La mobilisation et la grève, dans l'unité syndicale la plus large, sont donc plus que jamais à l'ordre du jour.

Les élus **FO DGFIP 85** et **CGT Finances publics 85** rejettent toute discussion sur les choix que vous avez faits concernant les services impactés par les suppressions d'emplois. Rien ne peut ni les justifier, ni les expliquer ! Toute discussion sur ce point pourrait laisser entendre aux personnels que d'autres choix auraient été possibles et donc que d'autres services auraient pu être fléchés ! Ce type de cogestion, nous n'en voulons pas et nous n'en voudrons jamais. Nous n'entrerons jamais dans ce jeu malsain consistant à opposer les services et les personnels entre eux, tel n'est pas notre rôle.

Par conséquent, les élus **FO** et **CGT** ne participeront pas davantage à ce CSAL !

Mais vous nous retrouverez rapidement face à vous lors des prochaines instances pour y porter les légitimes revendications de nos mandants, défendre l'intégralité de nos missions ainsi que nos droits individuels et collectifs.